
Le Web russe : espace de tensions entre la société et l'État



Alexeï Sidorenko

Decembre 2011

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Centre Russie/NEI

© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2011

ISBN : 978-2-86592-959-7

IFRI

27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE

TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00

FAX : 33 (0)1 40 61 60 60

E-MAIL : ifri@ifri.org

IFRI-Bruxelles

RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES

TEL. : 32(2) 238 51 10

FAX : 32 (2) 238 51 15

E-MAIL : info.eurifri@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldova, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org

Derniers numéros

- N. Arbatova, « **Italie, la voix de la Russie en Europe ?** » *Russie.Nei.Visions*, n° 62, septembre 2011 ;
- A. Malachenko, « **Caucase du Nord, l'"homme malade" de la Russie** », *Russie.Nei.Visions*, n° 61, juillet 2011 ;
- P. Baev, « **Les mutations du terrorisme au Caucase du Nord** », *Russie.Nei.Visions*, n° 60, juillet 2011.

Les archives de *Russie.Nei.Visions* sont accessibles à l'adresse [<www.pearltrees.com/ifri.russie.nei/651883/>](http://www.pearltrees.com/ifri.russie.nei/651883/)

Auteur

Alexeï Sidorenko est un entrepreneur social, un expert de l'Internet russe et un développeur Internet free-lance. Depuis 2009, il coédite sur « Global Voices Online » le projet « RuNet Echo », où il analyse le développement de l'Internet russe. Ses recherches portent sur l'influence exercée par Internet sur la société civile et la vie politique ; l'évolution du paysage médiatique et le rôle d'Internet dans le traitement de l'actualité ; la politique vis-à-vis d'Internet en Russie et son effet sur la fracture numérique et la liberté de parole ; ainsi que la sécurité de l'information et la cyber-guerre.

Il a également rédigé pour Freedom House et Reporters sans Frontières des rapports sur Internet et la liberté d'expression en Russie. En 2010, il a développé le projet « Help Map », une initiative basée sur le *crowdsourcing* destinée à prêter assistance aux victimes des feux de forêt estivaux. À la mi-2011, cette initiative avait été couronnée par deux prix russes (de la Fondation « Droit et Justice » et de l'Association russe des communications électroniques), ainsi que par le prix international du Festival « One World » de Prague.

Sommaire

INTRODUCTION	5
CHANGER L'INDIVIDU	7
L'activisme	7
La créativité	10
La confiance	11
CHANGER LA SOCIETE	13
Mobilité sociale et évolution des mécanismes médiatiques.....	13
Le nationalisme.....	15
<i>Identité et nationalisme.....</i>	<i>15</i>
<i>Mobilisation nationaliste.....</i>	<i>16</i>
Repenser la démocratie représentative.....	18
ÉTAT MANIPULATEUR	20
Les limites du contrôle.....	20
Les autres stratégies de l'Etat.....	21
<i>Incompréhension et peur « des Internets »</i>	<i>22</i>
CONCLUSION	27

Résumé

Cette étude analyse l'effet du Web sur la société russe dans les années 2000, ainsi que les relations complexes entre Internet, les groupes de blogueurs et d'activistes numériques et des autorités désireuses de les manipuler. Le Web crée de nouveaux espaces dans lesquels les politiciens et les « proto-politiciens » peuvent mettre en pratique un activisme numérique, développer des relations de confiance et élaborer de nouvelles identités. Dans le même temps, Internet est le théâtre d'une mobilisation des mouvements d'extrême-droite et islamistes, et fait l'objet d'un contrôle croissant de la part du gouvernement, préoccupé par son incapacité à dominer la sphère virtuelle.

Cet article a été initialement présenté lors d'une conférence organisée par l'IFRI intitulée « Internet en Chine et en Russie : interactions entre États, acteurs économiques et internautes », tenue le 15 septembre 2011.

Introduction

La technologie numérique a de bons et de mauvais aspects, mais une chose est certaine : malgré les affirmations de nombreux cyber-sceptiques, se rendre sur Internet, pour les politiciens ou les proto-politiciens¹, ne tient ni de l'émigration interne ni d'une tentative d'évasion. Il s'agit de la création de nouveaux lieux d'expression.

Ces espaces sont utilisés pour la diffusion d'idées politiques, l'activisme social, les programmes d'entraide, les débats sur divers thèmes. Dans le même temps, certains utilisateurs se livrent au *trolling*², à la calomnie et à l'incitation à la violence. Par certains aspects, il s'agit d'une zone de tensions entre une société russe en pleine mutation et un État manipulateur.

L'univers du RuNet n'est pas idéal. Il est limité aux thèmes de prédilection de ses « habitants ». Pourquoi si peu de blogueurs discutent des élections alors qu'ils sont nombreux à parler de sujets comme les embouteillages ou les façons dont les officiels enfreignent le Code de la route ? Comment expliquer l'absence de blogueurs russes attachés à la cause de la paix qui auraient pu introduire une dose de diplomatie citoyenne dans la gestion du conflit avec la Géorgie ?

Ces interrogations sont liées à un ensemble plus vaste de questions sociales qui ne peuvent être résolues en ligne. Sam Greene, directeur du Centre d'étude des nouveaux médias et de la société (basé à Moscou), propose l'expression d'« immobilité agressive » pour décrire les mécanismes sociaux qui régissent les relations actuelles entre le gouvernement et la société en Russie. Greene identifie un processus de « modernisation individuelle » propre aux personnes qui utilisent régulièrement Internet et voyagent à l'étranger. Mais si une évolution s'observe dans certains pans de la société, celle-ci rejette agressivement tout changement important introduit par le gouvernement, de crainte de perdre ses acquis. Elle redoute tellement le changement qu'elle ne souhaite pas se battre pour un système électoral plus juste ou un infléchissement de la politique étrangère russe. Greene remarque cependant la montée de l'irritation mutuelle entre la société et l'État (Mikhaïl Dmitriev, directeur du Centre de

Traduit de l'anglais par Boris Samkov.

¹ Le terme « proto-politicien » désigne ici les individus qui s'engagent dans des activités considérées comme étant de nature politique, mais qui ne se positionnent pas comme des politiciens.

² Dans le jargon d'Internet, un *troll* est un individu qui poste des messages incendiaires ou sans rapport avec le sujet, dans le but de provoquer une réaction outrée dans une communauté en ligne ou de faire dérailler la discussion en cours.

recherches stratégiques de Moscou, utilise à cet égard la formule de « trou noir »). Les activités numériques constituent un exemple éloquent de la façon dont la société peut efficacement s'opposer au gouvernement³.

Le Web devient peu à peu un lieu propice à la modernisation individuelle. Même si le cyberspace russe est un reflet de l'ordre social, de la psychologie et des institutions existant dans le monde réel, le gouvernement n'y exerce pas sa domination (du moins pour l'instant). Cependant, les autorités (non seulement le gouvernement, mais les décideurs au sens large) s'intéressent de plus en plus à la sphère numérique. Au fur et à mesure que l'importance du Web s'accroît, les tentatives d'en prendre le contrôle se font plus insistantes.

Le gouvernement n'est pas le seul acteur qui aspire à dominer cet espace. Les groupes néo-nazis et extrémistes tentent eux aussi d'y accroître leur présence. Il faut souligner que ces groupes imposent des grilles d'interprétations de tous les événements sous le prisme des conflits religieux ou ethniques.

La nature d'Internet permet à tous ces groupes de s'exprimer simultanément : on y retrouve à la fois des provocateurs sponsorisés par le gouvernement, des proto-politiciens et le grand public, qui se sert de la Toile à des fins récréatives. Jusqu'ici, tous ces groupes ont pu exister parallèlement sans tenir compte de la présence des autres, mais l'espace virtuel devenant de plus en plus « peuplé », la densité des interconnexions augmente (même si des recherches récentes montrent que, pour l'instant, des secteurs politiques différents ne sont pratiquement pas reliés les uns aux autres). Dès lors, il est possible qu'un conflit éclate entre les « habitants » de l'espace virtuel.

³ S. Greene, « Rossiâ 2020 : scenarii razvitiâ. Nepodvizhnoe obščestvo » [Russie-2020 : scénarios d'avenir. Une société immobile], <[Vedomosti](#)>, 4 mai 2011.

Changer l'individu

Internet apporte aux sociétés un changement global. De ce point de vue, la Russie ne constitue pas une exception. Chaque année, des millions de nouveaux utilisateurs rejoignent le RuNet. À la mi-2011, le taux d'utilisateurs s'élevait à 46 % de la population (52,9 millions de Russes se connectent au moins une fois par mois)⁴. La plupart des nouveaux utilisateurs d'Internet ne sont pas des activistes et ne s'intéressent ni à la politique ni aux problématiques du changement social. Et pourtant, sans nécessairement s'en rendre compte, ils contribuent à un profond changement de la société russe.

Cette évolution progressive affecte de nombreux domaines : l'activisme, la créativité, la confiance, l'identité, le nationalisme, la mobilité sociale, l'évolution des mécanismes médiatiques et la perception de la démocratie représentative.

L'activisme

Au cours des deux dernières années, plusieurs communautés plus ou moins stables se sont établies dans l'espace virtuel russe. Ainsi, les actions menées en ligne pour combattre les feux de forêt⁵ ont obtenu une grande notoriété et ont même été citées en exemple par les plus grands dirigeants politiques de la planète ; mais d'autres cas, moins connus, doivent également être mis en avant.

Le site <Ru_vederko> a vu le jour en avril 2010, à la suite d'un accident de la circulation impliquant l'un des hauts responsables de Loukoïl⁶. Cet événement avait suscité une vague d'émotion dans le pays. Inspirée par les pratiques de divers groupes d'automobilistes (qui depuis le milieu des années 2000 protestent régulièrement contre les limitations imposées à l'importation de voitures), cette communauté virtuelle s'est rapidement mise à jouer un rôle central dans les campagnes civiques dénonçant l'impunité des officiels ne respectant pas le Code de la route. Le site recense presque tous les véhicules officiels en circulation et contribue à dénoncer les hauts fonctionnaires

⁴ « La fréquentation d'Internet croît plus vite que prévu », <Public Opinion Foundation>, 15 juin 2011.

⁵ Feux de forêt en Russie, 2010, couverture spéciale, <Global Voices Online>.

⁶ Le 25 février 2010, deux femmes ont trouvé la mort dans un accident de la circulation provoqué par la voiture d'A. Barkov, l'un des principaux dirigeants de la compagnie pétrolière Loukoïl.

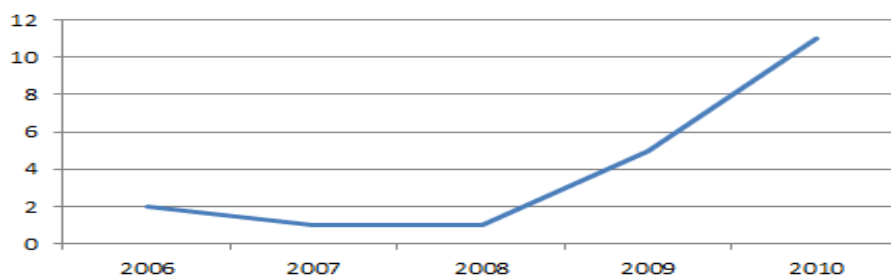
qui enfreignent les règles de la circulation voire commettent des délits plus graves.

La communauté des défenseurs de l'environnement a connu une transformation similaire, comme l'a illustré le succès du mouvement visant à protéger la forêt de Khimki, près de Moscou. Ce mouvement, désireux de s'opposer à la construction d'une autoroute traversant le domaine forestier de Khimki, existe depuis 2007, mais ce n'est qu'en 2010 qu'il a commencé à utiliser les nouveaux médias pour accroître son impact. Même si le site <ecmo.ru> existait déjà, le leader du mouvement, Evguénia Tchirikova, se montrait réticente à l'idée de s'engager dans le monde virtuel.

Autre cas important d'activisme institutionnalisé : le site <rospil.info>, fondé en 2010 par le populaire blogueur anti-corruption Alexeï Navalny. Ce site offre aux citoyens une tribune pour relayer leurs suspicions concernant certains appels d'offres publics. L'innovation globale que représente Rospil a été récompensée par le Prix « Best of blogs » de la radio allemande *Die Welle*. Avant Rospil, les discussions sur les attributions douteuses de marchés publics étaient éparpillées entre de nombreuses communautés du très hétéroclite portail <LiveJournal>, incapables de s'unir pour accroître l'impact de leur action. Le mécanisme de *crowdsourcing*⁷ propre à Rospil a incontestablement joué un rôle important dans la restructuration de ce type d'activisme. D'après les recherches de l'experte Mary Joyce sur l'activisme dans le monde, l'activisme numérique ne cesse de s'étendre en Russie (voir graphique 1).

Les campagnes menées *via* les blogs sont devenues un élément non négligeable du paysage politique et informationnel en Russie. Le plus souvent, ces campagnes ont pour but de dénoncer des officiels corrompus ou arrogants. Cependant, si une campagne réussie peut aboutir au limogeage d'un officiel de niveau moyen, il est rare qu'elle conduise à la chute d'un responsable de premier plan. Même ce dernier instrument d'évaluation efficace de l'opinion publique (dernier car les élections ne permettent plus aux citoyens de provoquer des changements politiques) est neutralisé par l'indifférence du gouvernement.

⁷ Le *crowdsourcing* consiste, par le biais d'un appel public, à déléguer à un groupe indéfini comprenant de nombreux individus, ou à une communauté donnée (une « foule »), des tâches traditionnellement effectuées par un employé ou un sous-traitant.

Graphique 1. Nombre de cas d'activisme⁸ en Russie, 2006-2010

Source: Global Digital Activism Data Set, Meta-Activism.org, <www.meta-activism.org/data-set/>. Le calcul global pour la Russie a été fait par l'auteur.

La quantité et la popularité des sites de *crowdsourcing* sont également en hausse (tableau 1). En 2009, il n'existait que deux portails de *crowdsourcing*. Six autres ont été créés en 2010 ; et, à la mi-2011, six portails supplémentaires étaient en activité, rapprochant de nombreuses communautés d'activistes. L'influence des communautés virtuelles s'accroît significativement grâce à ces portails, qui bénéficient d'une bien meilleure visibilité que les sites traditionnels et permettent aux communautés en question de mieux présenter leurs activités.

Tableau 1. L'augmentation du nombre de portails de *crowdsourcing*

2009	2010	mid-2011
<88003333350.ru> (fondé en 2003, consacré au recensement des fraudes électorales) <taktaktak.ru> (facilitation des actions d'entraide)	<dalslovo.ru> (suivi des promesses des dirigeants politiques) <rospil.info> (recensement des attributions suspectes de marchés publics) <democrator.ru> (recueil de plaintes contre les administrations municipales) <streetjournal.org> (recueil de plaintes contre les administrations municipales) <lizaalert.org> (réseau de recherche et de secours des personnes disparues) <russian-fires.ru> (organisation de la lutte contre les feux de forêt)	<vzyatochnik.info> (cartographie des pots-de-vin distribués) <roskomvzyatka.ru> (cartographie des pots-de-vin distribués) <gdecasino.org> (cartographie des casinos clandestins et des sites de jeux d'argent) <rynda.org> (rapprochement des bénévoles et des personnes nécessitant de l'aide) <holoda.info> (coordination d'actions de lutte contre les effets des grands froids) <rosyama.ru> (recueil d'informations sur les nids-de-poule des routes urbaines)

Source : tableau compilé par l'auteur.

La plupart de ces projets n'a pas de rapport direct avec la politique. En règle générale, les leaders des communautés d'activistes

⁸ Les auteurs définissent l'activisme comme étant a) toute situation où la technologie numérique est employée dans une campagne destinée à provoquer des changements sociaux ou politiques et initiée par des citoyens, en tant qu'individus ou par le biais d'une organisation à but non lucratif ; ou b) une situation où les citoyens ont recours à la technologie numérique pour susciter ou faire évoluer une discussion publique sur des questions relatives aux changements sociaux et politiques.

et des projets de *crowdsourcing* ne se mêlent pas de politique, du moins explicitement. Même s'il est fréquent que des personnalités politiques d'opposition s'impliquent dans ces projets, les organisateurs eux-mêmes n'ont que rarement le courage de formuler des objectifs politiques clairs.

Un facteur d'explication tient au prix à payer en Russie quand on souhaite se mêler de politique : les sanctions vont des difficultés, difficilement prouvables, rencontrées en matière d'emploi jusqu'aux poursuites pénales. C'est pourquoi la plupart des activistes numériques demeurent (du moins à ce jour) apolitiques ou, plus exactement, proto-politiques. De ce point de vue, « l'erreur du NIMBY » (« not in my back yard », c'est-à-dire « pas dans mon arrière-cour ») identifiée par l'analyste politique Vladimir Gelman relève plus du choix rationnel que du piège⁹. Grigori Asmolov, coéditeur de « Runet Echo » à « Global Voices Online », va même plus loin. Il considère que la constellation de communautés d'activistes constitue un système politique émergent qui, tôt ou tard, devra soit fusionner avec le système traditionnel, soit s'y confronter (dans un scénario comparable à celui du « Printemps arabe »)¹⁰.

La créativité

Comme dans le reste du monde, le Web constitue en Russie un espace d'expression et de créativité. La jeune génération de *digital natives* crée de nouveaux concepts et de nouvelles sous-cultures. Un article du journaliste Alexandre Gorbatchev sur le kid-hop (du hip-hop amateur interprété et téléchargé sur Youtube par des adolescents) cite des dizaines d'artistes mineurs¹¹. S'il n'est pas certain que, comme le prétend Gorbatchev, ces jeunes fans de kid-hop soient apparus dans les rues de Moscou lors des émeutes raciales de la place du Manège¹², il est en revanche incontestable que toute une génération élevée dans un environnement de créativité numérique individuelle sera bientôt en âge de voter. D'ici une dizaine d'années, elle occupera des postes à responsabilité dans le pays.

⁹ V. Gelman, « Lovuška dlâ aktivistov » [Un piège pour les activistes], <Slon.ru>, 9 décembre 2010.

¹⁰ G. Asmolov, « Is Russia's Political "Black Hole" about to Reach Tipping Point ? » <Global Voices Online>, 21 juillet 2011.

¹¹ A. Gorbačev, « Čestnoe pionerskoe. Russkij podrostkovyj hip-hop : popytka antologii » [Serment de pionnier. Le hip-hop adolescent en Russie : une tentative d'anthologie], <Afisha.ru>, 1^{er} février 2011.

¹² Les émeutes raciales de la place du Manège se sont produites le 11 décembre 2010, cinq jours après le meurtre d'Egor Sviridov, un supporter du Spartak Moscou, par Aslan Tcherkessov, un ressortissant du Caucase du Nord. Plus de 10 000 fans de football ont manifesté contre les immigrés et l'irresponsabilité du gouvernement.

La culture « hipster »¹³ est étroitement liée à Internet. Les sites hipsters se rapprochent du monde politique : alors que <epic-hero.ru> (« Le premier blog hipster consacré à la politique, à l'économie et à la société ») a réuni les hipsters libéraux en 2010-2011, <spasiboeva.ru> (« Terrain d'entraînement sur Internet destiné à tester de nouveaux types d'armes numériques de destruction massive ») semble, au contraire, être un site pro-Kremlin qui vise à séduire la communauté hipster. Cependant, en juillet 2011, Ilia Klichine, le créateur de <epic-hero.ru>, a été embauché par l'agence médias « Legenda », qui contribue aux opérations de relations publiques du gouvernement. Dès lors, <epic-hero.ru> a dû abandonner son agenda politique. Cette évolution ne reflète pas nécessairement une manipulation de la part des autorités. Elle peut tout simplement être l'effet d'un environnement culturel et politique général où aucun projet indépendant dans le secteur des médias ne peut être réellement rentable (encore moins un blog semi-professionnel doté d'un capital très faible). Même si un tel blog trouvait son public, il lui serait très difficile de convaincre des sociétés d'y diffuser leur publicité.

La confiance

Le Web renforce les rapports sociaux, que cela plaise au gouvernement ou non. Les communautés virtuelles créent des liens au sein d'une société atomisée et recréent des identités et des valeurs de groupe. Comme le souligne l'influente blogueuse Marina Litvinovitch, « les réseaux aident également les citoyens à surmonter le traumatisme post-soviétique qui a conduit à l'atomisation et à la déconnexion de la société russe »¹⁴.

Jusqu'à présent, pourtant, le gouvernement n'a pas eu recours à la puissance des réseaux. Si l'on reprend la dichotomie opposant les organisations « en étoile de mer » (c'est-à-dire en réseau) et « arachnéennes » (c'est-à-dire hiérarchisées) proposée par Ori Brafman et Rod Beckstrom¹⁵, on constate que le gouvernement russe ne parvient pas à comprendre la valeur des organisations en réseau et la manière constructive de les utiliser.

Au fur et à mesure que la quantité de communautés d'activistes s'accroît et, surtout, le temps passant, les relations de confiance se renforcent. Des personnalités comme Alexeï Navalny, Evguénia Tchirikova ou Léonid Volkov (homme politique d'Ekaterinbourg et auteur du concept de « Cloud Democracy » sur lequel nous

¹³ Les hipsters constituent une sous-culture de jeunes adultes et d'adolescents de la classe moyenne urbaine qui s'intéressent à la culture et à la mode « hors mainstream », souvent en provenance des milieux indépendants anglo-saxons.

¹⁴ M. Litvinovitch, « Russia : Social Networks and Civic Mobilisation », <Global Voices Online>, 2 juin 2011.

¹⁵ O. Brafman, R. Beckstrom, *The Starfish and the Spider : The Unstoppable Power of Leaderless Organizations*, Londres, Penguin, 2006.

reviendrons plus loin) deviennent les catalyseurs et les initiateurs d'organisations « en étoile de mer » qui produisent de la confiance et du respect au sein des communautés.

Il arrive souvent que les blogueurs et les activistes numériques appartiennent à différents camps idéologiques, comme c'est le cas dans l'Oural (notamment, dans les régions de Perm et d'Ekaterinbourg) où certains sont libéraux (comme Léonid Volkov ou Fiodor Krachennikov), d'autres sont socio-démocrates (comme Valéri Nazarov) ou nationalistes (comme Evguéni Roïzman ou Vadim Boulatov). Même si leurs positions politiques diffèrent, ces blogueurs ont développé un certain degré de confiance mutuelle, à la fois grâce à leur identité régionale commune et à leur appartenance à la catégorie respectée des blogueurs fiables (c'est-à-dire fournissant des contenus consistants et transparents). En conséquence, leurs lecteurs semblent faire confiance même aux blogueurs des camps opposés (même si, ici, cette confiance est confinée à la région de l'Oural).

Les efforts constants de Russie unie visant à discréditer Alexeï Navalny échouent systématiquement à convaincre les internautes – alors qu'ils sont plutôt couronnés de succès hors ligne –, tout simplement parce que Navalny et ses partisans parviennent à contrer ces campagnes avant qu'elles aient le temps d'enclencher une vraie dynamique. Cette réactivité, ajoutée à l'absurdité des accusations colportées par Russie unie, permet à Navalny de détourner les attaques dont il fait l'objet – ce que la plupart des hommes politiques d'opposition ne parviennent pas à faire (de nombreuses enquêtes montrent que les personnalités de l'opposition politique sont généralement perçues de façon négative aussi bien hors ligne qu'en ligne).

Changer la société

Mobilité sociale et évolution des mécanismes médiatiques

En règle générale, la blogosphère se montre critique envers le gouvernement. On peut même dire que les libéraux, pourtant marginaux dans la vie politique réelle, sont très influents dans le cyberspace. Quatre des dix blogueurs les plus lus de Russie (classement établi au moment de la rédaction de cet article¹⁶) publient de temps à autre des posts critiques (mais pas toujours à tendance libérale) envers les autorités. Ce constat est partagé par les recherches sur le discours public de la blogosphère russe entreprises par l'Université Harvard : « La majorité des blogueurs russes présentent un point de vue indépendant, non aligné sur les positions officielles » – et cela, alors qu'« il n'y a pas d'opposition forte et unie au parti au pouvoir »¹⁷.

Cette attitude critique envers le gouvernement atteint parfois des extrêmes. Ainsi, l'assassinat de plusieurs officiers de police par les membres du gang basé en Extrême-Orient « Partisans de Primorié » a démontré que de nombreux blogueurs soutenaient les groupes de ce type¹⁸. L'effet spectaculaire de ces actions de guérilla, amplifié et démultiplié par les réseaux, a été tel que des gangs sont apparus dans plusieurs autres régions (mais ont rapidement été neutralisés par la police). Ces groupes se sont formés spontanément. Le Web n'a pas été impliqué en tant que tel, si ce n'est en tant que canal par lequel s'est répandu l'« exemple » de Primorié. Il n'empêche que la propagation de ces modèles de comportement crée un défi sécuritaire majeur d'un type nouveau.

La présence dans la blogosphère de commentateurs indépendants, alors que les médias traditionnels sont étroitement contrôlés, est propice au *upweiling* de l'information. L'*upweiling* est un terme océanographique qui décrit le phénomène naturel par lequel « des eaux denses, plus froides et généralement riches en nutriments

¹⁶ Classement des blogs du RuNet, <Yandex.ru>.

¹⁷ B. Etling, *et. al.*, « Public Discourse in the Russian Blogosphere : Mapping RuNet Politics and Mobilization », Harvard University, Berkman Center for Internet & Society, Research Publication, n° 2010-11, octobre 2010.

¹⁸ M. Reshetnyak, « Russia : Bloggers Discuss the Case of a Cop-Killing Gang », <[Global Voices Online](http://GlobalVoicesOnline.com)>, 16 juin 2011.

remontent vers la surface de l'océan, remplaçant les eaux plus chaudes, généralement appauvries en nutriments ». Dans cette métaphore, les médias russes traditionnels sont les « eaux de surface », qui fournissent à la majeure partie de la population une « information de surface », pauvre en nouvelles et en analyses indépendantes du fait des instructions directes venues d'en haut (les « temniki »), des contraintes commerciales et de la censure pure et simple. À l'inverse, l'information en provenance des blogs représente les eaux « riches en nutriments » venues des profondeurs.

Comme dans le cas de l'*upwelling*, la plupart des campagnes conduites via les blogs naissent dans les tréfonds de la blogosphère. Si elles atteignent la surface de l'information, elles peuvent avoir des effets et aboutir à des renvois de hauts fonctionnaires ou à des décisions politiques. Cela se produit généralement lorsqu'un média traditionnel décide de publier les résultats d'une « enquête de blogueur ». Les journalistes de télévision sont tout simplement dans l'incapacité de diffuser les résultats de leurs propres enquêtes, et seuls de rares journalistes de la presse écrite osent le faire. Les blogueurs, en revanche, ont bien plus de liberté : ils choisissent ce qu'ils décident de publier. Lorsqu'un média traditionnel cite une affaire soulevée par les blogueurs, il a tendance à se contenter d'attirer l'attention sur cette question, plutôt que d'émettre une critique directe (dans la plupart des cas, cela se révèle suffisant pour provoquer des effets concrets).

Dans ce processus d'*upwelling* de l'information, les médias traditionnels jouent un rôle de passerelle pour le grand public, notamment pour la population n'ayant pas accès à Internet (il ne s'agit pas uniquement des personnes âgées, mais aussi des groupes les moins éduqués). L'étendue de cette population « non connectée » et son apathie générale limitent largement l'influence des blogs. Mais cette influence n'en existe pas moins : elle se diffuse par le biais d'individus plus connectés, principalement les adolescents, les jeunes et les diplômés de l'enseignement supérieur.

La « promotion sociale » devient chose commune, comme on le voit dans le cas d'Alexeï Navalny. En tant qu'homme politique traditionnel, Navalny n'a pas connu un grand succès : sa carrière politique a commencé en 2001, mais c'est son engagement en ligne qui lui a apporté une vraie popularité. Les gens peuvent ne pas connaître Navalny directement (en avril 2011, seuls 6 % des personnes interrogées par le centre Levada ont déclaré savoir qui il était¹⁹), mais Internet a permis de diffuser en quelques mois le *meme*²⁰ « Russie unie est un parti d'escrocs et de voleurs » auprès d'un large public, si bien que, en juin 2011, 33 % des personnes interrogées par le centre Levada ont répondu qu'elles étaient plutôt d'accord ou entièrement d'accord avec cette affirmation²¹.

¹⁹ « 6 % des Russes savent qui est Alexeï Navalny », <Centre Levada>, 6 mai 2011.

²⁰ Un « meme » Internet est une image, une vidéo, une phrase ou une idée amplement diffusée sur la Toile sans raison logique apparente.

²¹ « Sur le parti Russie unie », <Centre Levada>, 6 mai 2011.

Cependant, il n'y a aucun exemple de proto-politicien en ligne qui aurait remporté des élections locales uniquement grâce à la mobilisation virtuelle. Anton Tolmatchev, un homme d'affaires et blogueur qui a essayé de se faire élire député à l'Assemblée régionale de la région de Sverdlovsk en s'appuyant exclusivement sur la mobilisation numérique, admet que le système électoral actuel est organisé de telle manière que toutes les personnalités hors-système en sont de fait exclues²². Des politiciens indépendants peuvent toucher assez rapidement un vaste public sur le Web²³, mais ils ne peuvent pas institutionnaliser leur présence et demeurer indépendants au sein du « vrai » système politique.

Le nationalisme

Identité et nationalisme

Un sondage du centre Levada indique que les sentiments nationalistes ont atteint un niveau record en Russie (graphique 2). Près de 58 % des sondés se sont déclarés favorables au slogan « La Russie aux Russes » et 68 % ont estimé que le gouvernement devrait limiter l'immigration en 2011.

Le discours nationaliste est aujourd'hui structuré par un clivage de fond qui oppose les *natsionalisty* (nationalistes ethniques qui considèrent avant tout la Russie comme un pays qui doit être réservé aux seuls Russes ethniques) aux *impertsy* (nationalistes politiques pour lesquels la Russie est un empire). Ce débat est d'autant plus important que la vision nationaliste constitue une alternative sérieuse à la vision impérialiste traditionnelle inspirée à la fois par les concepts idéologiques soviétique et tsariste. Ce débat existe depuis longtemps, mais il n'est réellement apparu sur la Toile qu'en 2006. En 2011, la distinction entre ces deux discours a atteint un tel point que l'analyse de contenu effectuée par le chercheur Bruce Etling a montré que le mot « rossiïanskoé »²⁴ était l'un des termes les plus fréquemment employés dans la sphère nationaliste²⁵. Quoi qu'il en soit, les réponses positives fournies aux questions ayant trait à l'isolationnisme indiquent que les slogans anti-immigration et plus généralement xénophobes sont plus populaires que jamais.

Les identités régionales connaissent elles aussi un développement rapide. L'ambitieux projet de la mise en œuvre d'une

²² A. Tolmachev, « Vyborny : Den' semnadcatyj. Poslednij. » [Élections : Dix-septième et dernière journée], <<http://legart.bestpersons.ru/feed/post42374534/>>, 29 janvier 2011.

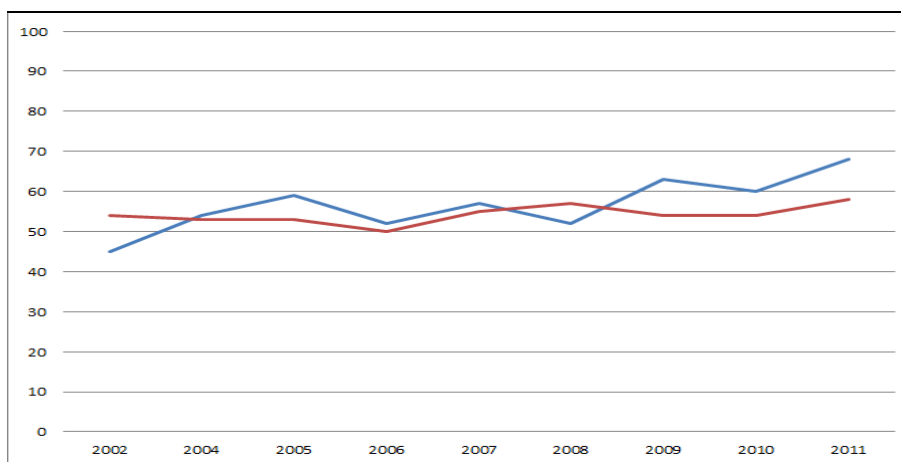
²³ D'ailleurs, bon nombre de politiciens le font déjà, car le prix d'entrée est bas : il suffit de posséder un peu de talent littéraire et la capacité technique d'ouvrir un blog.

²⁴ « Rossiïanskoé » est un adjectif péjoratif employé par les nationalistes ethniques au lieu de « rossiïskoé » pour désigner quelque chose relevant de l'empire (considéré comme répressif) et non pas d'un État russe (« rousskoé ») ethnique.

²⁵ B. Etling, « Do Russian Blogs Represent an Alternative Public Sphere? », <[Media Cloud](#)>, 11 mai 2011.

langue sibérienne (dotée de son propre dictionnaire russe-sibérien²⁶), lancé en 2004 par le linguiste Iaroslav Zolotarev n'a pas connu un grand succès et a pratiquement disparu en 2010 ; mais des communautés régionales moins hautes en couleur fleurissent sur le Web. Par exemple, la communauté LiveJournal de Vladivostok (<vladivostok.livejournal.com>), forte de quelque trois mille membres, est très active. Un dictionnaire de l'argot local, *Le Globe de Vladivostok*, a été publié en ligne et sur papier²⁷. Interrogés, des blogueurs de Vladivostok ont admis que la question de l'identité régionale et du régionalisme apparaissait de temps à autre sur les forums et au sein des communautés locales, et que cette tendance ne cessait de se renforcer.

Graphique 2. Nationalisme en Russie, 2002 – 2011



— Le gouvernement devrait limiter le nombre d'immigrés
 — Je suis d'accord avec l'affirmation « La Russie doit être pour les Russes »

Source : Le nationalisme dans la Russie d'aujourd'hui, <Centre Levada >, 2 avril 2011.

Mobilisation nationaliste

Le Web n'offre pas seulement un moyen de mettre en œuvre des changements positifs. Il crée également de nouvelles possibilités de coordonner des actions violentes²⁸. La police et le Parquet général ont beau rivaliser d'efforts pour élargir la liste des « matériaux extrémistes » interdits et découvrir des adolescents qui diffusent des vidéos d'actes violents et des appels à la haine ethnique, les forces de l'ordre peinent à prévenir les débordements de violence. Lutter contre les vidéos téléchargées sur le Net revient seulement à s'en prendre aux signes extérieurs d'un problème bien plus profond.

Le premier cas de violences nationalistes fondées sur le Web remonte à août 2006. Auparavant, des séries d'agressions nationalistes se produisaient chaque année ou presque, mais elles n'avaient jamais été coordonnées en ligne. En 2006, un meurtre brutal

²⁶ « Sibirska Volgota » [Dictionnaire sibérien], <www.volgota.com/govor/dictionary>.

²⁷ « Globus Vladivostoka » [Le globe de Vladivostok], Wikia.

²⁸ Le nationalisme n'est pas *a priori* porteur de violence, mais la version russe du nationalisme est associée de façon immanente à la violence et au culte du pouvoir.

commis par des représentants de la diaspora nord-caucasienne à Kondopoga, une petite ville du nord du pays, a provoqué un véritable pogrom qui a abouti au blocage total de la ville par les unités spéciales de la police (OMON). Le premier message consacré à ces événements, intitulé « La guerre dans votre ville », œuvre d'un utilisateur signant du pseudonyme de *Lapotchka* sur le forum local <onego.ru> (qui n'est plus en ligne aujourd'hui), appelait tout le monde à descendre dans la rue. En l'espace de trois jours, des manifestations de masse et les pogroms ont forcé tous les habitants originaires du Caucase du Nord à quitter Kondopoga.

À l'été 2010, plusieurs milliers de fans de football se sont réunis dans le centre de Moscou après le meurtre de l'un des leurs²⁹. Un deuxième cas similaire s'est produit en décembre 2010, lorsqu'un membre du fan-club du Spartak de Moscou a été tué par des membres de la diaspora nord-caucasienne. À cette occasion, les protestations ont tourné à l'émeute raciale de grande ampleur (près de dix mille participants) sur la place du Manège, dans le centre de Moscou. Il y a eu plusieurs blessés et un mort.

L'analyse statistique a montré que la manifestation de la place du Manège a été essentiellement organisée depuis le portail <fanat1k.ru> géré par le groupe d'ultranationalistes « Spartak »³⁰. Ici, ce n'est donc pas sur les blogs nationalistes que les appels à la violence les plus efficaces ont été lancés, mais sur des sites sportifs et sociaux « nationalisés » pour l'occasion.

Selon l'activiste politique Stanislav Iakovlev, c'est une organisation nommée « Dvizh » qui s'est trouvée à l'origine des événements de la place du Manège. « Dvizh », un terme employé pour décrire un mouvement d'extrême droite, est une organisation sans leader. « On ne peut pas contrôler "Dvizh", et on ne peut pas négocier avec elle », explique Iakovlev³¹, qui souligne que ce mouvement n'est pas constitué d'individus « pauvres et misérables », mais de ceux qui appartiennent à la classe moyenne, certains d'entre eux exerçant même des professions artistiques.

Si en 2008, les nationalistes apparaissaient comme une petite minorité et un groupe replié sur soi ; en 2011, ils se rendent davantage visibles et ne peuvent plus être ignorés ou réduits au silence. Une « face sombre » d'Internet émerge ainsi parallèlement aux progrès de la société civile en ligne.

²⁹ A. Sidorenko, « Why did they Kill Yuri Volkov ? », <Global Voices Online>, 22 juillet 2010.

³⁰ A. Sidorenko, « Russia : Studying Online Mobilization of the Manezh Riots », <Global Voices Online>, 15 décembre 2011.

³¹ Page de Stanislav Iakovlev sur <LiveJournal>.

Repenser la démocratie représentative

Les changements socio-politiques induits par le Web ne peuvent pas être réduits à la mobilisation des nationalistes et à l'activisme numérique. Dans une certaine mesure, le Web modifie la perception philosophique de l'autorité et du pouvoir. Comme partout dans le monde, des processus démocratiques fondamentaux comme le vote ou la prise de décision sont ré-imaginés et inscrits dans un nouveau cadre numérique.

En 2003, Denis Smaguine, créateur du portail fondé sur le crowdsourcing <dorogi.teron.ru> (un portail de type « fix-my-street »), a proposé d'utiliser un « traqueur de bugs » (un programme employé lors de la conception des logiciels afin d'éliminer les bugs à leur apparition et de surveiller la résolution du problème) pour répertorier les crevasses dans les routes de la ville de Perm. Ce programme ne comportait pas de carte et ne permettait pas de mettre en ligne de photos des déformations en question. Pourtant, il a connu un tel succès qu'au bout de quelques années les autorités régionales de Perm n'ont plus pu ignorer ce portail très populaire et ont importé ces données recueillies par les citoyens dans le portail gouvernemental <dorogi59.ru>.

En 2010, deux portails, <streetjournal.org> et <democrator.ru>, ont eu recours à la même méthode pour traiter de nombreux problèmes : la chaîne « rapporter les faits – informer – découvrir une solution ». Ces portails offrent à leurs utilisateurs un espace où exprimer leurs doléances et, dans le même temps, permettent aux autorités de faire connaître les solutions apportées aux « bugs » répertoriés (trous dans la chaussée, infractions à la loi, etc.). En 2011, les blogueurs et activistes politiques Léonid Volkov et Fedor Krachennikov ont proposé le concept de « Cloud Democracy » (nébuleuse démocratique). Il s'agit d'un système de sources ouvertes en ligne qui permettrait de mettre en œuvre un mécanisme équilibré de délégation des pouvoirs et des compétences reposant sur la vitesse des télécommunications et la maîtrise par les citoyens d'outils comme le vote électronique³². Même si ce concept ressemble à ceux de l'e-gouvernement, il va plus loin : en effet, il ne porte pas seulement sur les services gouvernementaux, mais sur le système politique dans sa globalité.

Ce courant de pensée apparaît de temps à autre dans les débats sur le Web. Plus on associe la gouvernance au système de gestion de contenu (SGC³³) ou à d'autres services en ligne, plus le

³² A. Sidorenko, « Russia : Envisioning the "Cloud Democracy" Utopia », <[Global Voices Online](http://GlobalVoicesOnline.com)>, 22 juillet 2011. Le livre est accessible ici : <<http://cdem.ru/>>.

³³ Un système de gestion de contenu est un ensemble de procédures employées pour traiter le flux d'informations dans un environnement collaboratif. Online, cela revient à autoriser un groupe important de personnes à contribuer à la collecte de données et à leur traitement.

pouvoir est désacralisé. Or, la sacralisation du pouvoir (qui fait référence à sa nature « divine ») est l'une des pierres angulaires sur lesquelles repose le système autoritaire. C'est pourquoi Alexeï Tchadaev, un ancien « idéologue » de Russie unie, s'est opposé à ce que les officiels du gouvernement possèdent des blogs ou des comptes Twitter, expliquant que le leadership politique russe est fondé sur « trois valeurs : le miracle, le secret et le pouvoir » – en d'autres mots, sur l'exclusivité et la distance par rapport au peuple³⁴. Ironiquement, Tchadaev a également proposé son propre projet autoritaire de « démocratie directe par Internet », qui consistait tout simplement à transférer sur le Web l'actuel système électoral non démocratique.

Un autre aspect du potentiel libérateur de la technologie est le « financement participatif », c'est-à-dire les donations publiques. En 2011, Alexeï Navalny a collecté 214 000 dollars *via* <Yandex.money> (un système de paiement online) pour soutenir son projet anti-corruption <rospil.info>. Jamais auparavant un proto-politicien en ligne n'avait obtenu un tel soutien. Boris Nemtsov a suivi son exemple en lançant une souscription destinée à financer la publication d'un livre dénonçant la corruption de Vladimir Poutine, « Putin.Itogi ».

Comme l'a justement souligné le blogueur libéral Oleg Kozyrev, le financement participatif constitue une innovation dans la mesure où il permet aux citoyens de financer directement les projets politiques qu'ils apprécient. Ce système présente également l'avantage de la transparence : si des gens offrent de l'argent à des personnalités politiques qu'ils soutiennent, ces personnalités ne pourront pas être accusées de servir les intérêts des oligarques³⁵.

³⁴ « Ideolog EdRa hočet zapretit' blogi činovnikov », [Un idéologue de Russie unie veut interdire les blogs tenus par des officiels], <Fontanka.ru>, 25 octobre 2010.

³⁵ Blog d'Oleg Kozyrev sur <LiveJournal>.

État manipulateur

Les limites du contrôle

Selon les observateurs, la Russie se situerait, en matière de liberté d'Internet, quelque part entre un environnement numérique ouvert « à l'occidentale » et un système autoritaire complètement fermé : l'ONG américaine Freedom House qualifie la situation de « partiellement libre » tandis que Reporters sans Frontières estime que le RuNet se trouve « sous surveillance »³⁶.

S'il est vrai que la société virtuelle prospère et parvient même à rivaliser activement avec l'État (une observation qui conduit de nombreux analystes à affirmer que le RuNet serait entièrement libre), il est également vrai que les autorités prennent des mesures destinées à limiter cette liberté et à miner le pouvoir de la blogosphère. Même s'il respecte certaines règles, le gouvernement cherche avec constance à asseoir son influence sur la sphère numérique en multipliant les manipulations³⁷.

Quand on s'intéresse à l'État en tant que régulateur d'Internet, il est préférable de réfléchir en termes de leadership politique plutôt que de percevoir le gouvernement comme une institution en tant que telle. En effet, la plupart des ministères ne jouent qu'un rôle secondaire dans l'environnement numérique. Les principaux acteurs pro-gouvernementaux sont le parti Russie unie, la direction des mouvements de jeunesse pro-Kremlin (souvent accusés de lancer des attaques de type DDoS³⁸), des think tanks pro-Kremlin et, très probablement, certains départements du FSB.

Le contrôle est coordonné par plusieurs institutions. Le blocage et la suppression de sites (effectués par le Parquet) se limitent jusqu'à présent aux sites ultra-nationalistes, infestés de virus ou encore comportant des images à caractère pédophile (depuis mars 2011, le traitement de ces deux derniers types de sites a été transféré au

³⁶ « Freedom on the Net 2011 », <Freedom House>, 2011. « Enemies of the Internet », <Reporters Without Borders>, mars 2010.

³⁷ J. Nocetti, « e-Kremlin : pouvoir et Internet en Russie », Ifri, *Russie.Nei.Visions*, no° 59, avril 2011.

³⁸ Le déni de service distribué (DDoS) est une tentative de rendre les ressources d'un ordinateur indisponibles à ses utilisateurs. Ces attaques sont généralement le fruit de l'effort d'un individu ou d'un groupe d'individus déterminés à empêcher un site Internet ou un service de fonctionner efficacement (ou de fonctionner tout court), pour une durée limitée ou indéfinie.

ministère de l'Intérieur). L'unique tentative d'introduire une interdiction de YouTube, lancée en Extrême-Orient, a été rapidement rejetée par un tribunal. Le Parquet est également chargé des poursuites visant des blogueurs individuels.

L'environnement numérique russe est tout particulièrement affecté par ce qu'on appelle les « contrôles de troisième génération »³⁹. Ce type de contrôle inclut les blogspots financés par les autorités (mouvement de jeunesse « Nachi ») ; les vidéos visant à discréditer des individus (œuvres des « Nachi » et du FSB) ; les attaques DDoS (les « Nachi » et un groupe indistinct de « blogueurs patriotes », ainsi que divers bénévoles) ; l'hameçonnage (*phishing*) et le *hacking* des blogs (réalisés par la Fondation pour une politique efficace, fermée depuis la mi-2011, ainsi que par des blogueurs de la mouvance patriotique) ; ou encore le signalement aux autorités de portails « au contenu abusif » afin de les faire interdire.

Le danger principal que comportent ces méthodes réside non pas dans le fait qu'elles étouffent les voix indépendantes, mais plutôt qu'il est impossible de démontrer que leurs auteurs sont liés au gouvernement ou aux structures pro-gouvernementales. La seule preuve est que les autorités exercent des effets directs sur les dissidents numériques.

Cependant, il faut souligner que, jusqu'ici, la Russie ne s'est pas engagée dans des techniques plus directes qui sont déjà amplement utilisées en Biélorussie, comme par exemple le *spamming* des sites ciblés, la diminution délibérée du débit d'Internet ou la création à grande échelle de fausses pages web. Il est probable que, sous le régime actuel, l'État évitera de recourir à des pratiques aussi criantes.

Les récentes attaques DDoS qui ont frappé <LiveJournal> (la première en avril 2011, la seconde fin juillet 2011) sont particulièrement préoccupantes. La seconde a presque détruit la plateforme, ce qui a conduit certains blogueurs à annoncer la fin de la blogosphère politique. Pourtant, la vitesse à laquelle les principaux blogueurs ont retrouvé leur lectorat à travers Facebook et Google+ est encourageante ; quant à <LiveJournal>, il a réussi, malgré ce coup dur, à démontrer sa résistance et son caractère durable.

Les autres stratégies de l'État

Le gouvernement ne souhaite pas seulement contrôler Internet⁴⁰, il veut également l'utiliser. L'efficacité de cette utilisation dépend des

³⁹ Classification proposée dans R. Deibert, J. Palfrey, R. Rohozinski et J. Zittrain (dir.), *Access Controlled: The Shaping of Power, Rights, and Rule in Cyberspace*, Cambridge, MIT Press, 2010.

⁴⁰ Les premières déclarations allant dans le sens d'un contrôle d'Internet ont été formulées par divers officiels du FSB en 2009-2010. Le ministre de l'Intérieur Rachid

départements qui s'y attellent et de leur niveau au sein du gouvernement. Aujourd'hui, les stratégies des différents représentants de l'État russe se répartissent en trois approches générales : l'incompréhension et la peur « des Internets » ; l'utilisation des réseaux en tant qu'outil de relations publiques ; la coopération embryonnaire et réticente avec la société.

Incompréhension et peur « des Internets »

Cette approche ne se limite pas aux « structures de force » (police, Parquet, FSB, ministère des Situations d'urgence, armée). L'incompréhension du fonctionnement de la sphère numérique et des réseaux sociaux en particulier a été criante lors des feux de forêt qui se sont déchaînés dans le pays en 2010, quand le ministère des Situations d'urgence (MTchS) s'est non seulement révélé incapable de mettre en œuvre des mesures efficaces pour lutter contre les incendies, mais s'est même opposé aux brigades de volontaires. En 2011, cette opposition a conduit à l'adoption de la loi « Sur les brigades de pompiers volontaires » (en vigueur depuis le 22 mai 2011⁴¹). La loi exige que les brigades de pompiers soient constituées en entités légales devant posséder des licences pour être autorisées à fournir à la collectivité des services dans le domaine de la lutte contre les incendies. De plus, la « Jeune Garde » (le mouvement de jeunesse du parti Russie unie) a annoncé, conjointement avec le ministère, le lancement du projet « Je suis un sauveteur », qui vise à réunir « 700 000 membres »⁴² qui viendront assister le MTchS et y seront affiliés. En 2011, les pompiers volontaires ont tout simplement ignoré la loi. Ils se sont rendus sur les lieux des incendies simultanément avec les pompiers envoyés par le MTchS et se sont efforcés de juguler les feux parallèlement aux autorités. Au lieu de soutenir les réseaux d'associations de volontaires, le MTchS a créé une structure parallèle centralisée (et politisée) qui n'est ni durable (en termes de coûts opérationnels) ni efficace (car ses membres sont avant tout motivés par l'argent).

L'armée semble, elle aussi, ne pas comprendre le Web. On peut admettre que l'armée, pour des raisons de sécurité, ne s'engage pas dans les réseaux sociaux ; mais il est stupéfiant qu'elle n'ait toujours pas élaboré de véritable stratégie de cyberguerre. La doctrine militaire russe ne comporte qu'un seul passage consacré au développement de la « lutte informationnelle »⁴³. Tout le reste de la doctrine est consacré à des méthodes de guerre datant du XX^e siècle.

Le ministère de l'Intérieur ne paraît pas, lui non plus, saisir réellement la portée de ces nouveaux outils. Le ministère a créé un

Nourgaliev leur a rapidement embrayé le pas. En septembre 2011, le procureur général Iouri Tchaïka a estimé à son tour que les réseaux sociaux devraient être contrôlés « afin de défendre les libertés civiles » (il a mentionné à cette occasion les révoltes qui s'étaient produites à Londres en août 2011).

⁴¹ Texte de la loi : <www.rg.ru/2011/05/11/ohrana-dok.html>.

⁴² « Proekt MGER "Ä – spasatel" nabiraet oboroty » [Le projet MGER « Je suis un sauveteur » monte en puissance], <Molodaâ Gvardiâ>, 3 mai 2011.

⁴³ Doctrine militaire de la Fédération de Russie, <Kremlin.ru>, 5 février 2010.

groupe sur le site VKontakte, où il reprend les informations officielles déjà diffusées par ailleurs. Au même moment, le ministère a ouvert une enquête contre Dmitri Vorobiev, un officier de police qui avait créé <police-russia.ru>, un portail indépendant sur lequel les policiers pouvaient discuter de leurs problèmes professionnels et dénoncer la bureaucratie et la corruption⁴⁴. Le fait que la police britannique ait adopté une ligne de conduite similaire à l'égard du policier blogueur Richard « Night Jack » Horton⁴⁵ montre à quel point il sera difficile de convaincre les forces de l'ordre de devenir plus transparentes comme les y invite l'ère numérique.

Avant l'affaire de <police-russia.ru>, cinq officiers avaient été poursuivis en 2010 pour avoir publié des appels vidéo sur YouTube (le cas le plus célèbre étant celui du commandant Alexeï Dymovski et de ses partisans qui ont dénoncé la corruption dans la police de Novorossiïsk). Dans toutes ces affaires, les dirigeants de la police ont préféré éliminer les sources des « fuites » qu'essayer d'apporter des changements au fonctionnement de leurs services⁴⁶. Cette tendance s'est répétée en 2011, quand une unité militaire basée en Extrême-Orient a jugé le commandant Matveev pour avoir posté une vidéo révélant que les conscrits de son unité étaient nourris avec de la pâtée pour chiens. Le tribunal a rejeté les accusations de calomnie visant Matveev. Ses supérieurs ont alors lancé une nouvelle enquête contre lui, cette fois pour abus de pouvoir.

Il existe un seul exemple de présence policière sur Internet couronnée de succès. Il s'agit de <@OMON_Moscow> (un modèle d'intégration avec les blogueurs, copié par la suite par le site biélorusse <@Guvd_Minsk>). La police a confirmé que le propriétaire du compte servait au sein de l'OMON (l'équivalent russe du SWAT américain) mais a précisé qu'il « n'était pas un représentant officiel de la police ». Ce site a non seulement offert un « visage humain » à ces hommes habituellement chargés de disperser les manifestations, mais il a aussi révélé certaines informations sur le fonctionnement interne de l'OMON. Le site biélorusse est allé encore plus loin, n'hésitant pas à se confronter directement à l'opposition. Même s'il défendait les mesures autoritaires prises par le régime, le site offrait à ses visiteurs quelque chose d'unique : un contact direct avec « l'autre côté de la barricade ».

Internet, outil de relations publiques

Le président russe Dmitri Medvedev a lancé son blog vidéo en janvier 2009. Quatre mois plus tard, la communauté de la présidence sur LiveJournal, <blog_medvedev>, a autorisé la publication de commentaires (après vérification par l'équipe de modération). Pour certaines personnes, le blog du président est devenu un lieu où elles

⁴⁴ M. Litvinovich, « Russia : Ministry's Online Blunders », <Global Voices Online>, 16 juin 2011.

⁴⁵ « No More Action over Police Blog », <BBC News>, 17 juin 2009.

⁴⁶ A. Sidorenko, « The Sad Fate of Russia's "YouTube Cops" », <Global Voices Online>, 7 décembre 2011.

pouvaient exprimer leurs doléances et espérer que leurs problèmes seraient réglés. L'idée de s'adresser au chef de l'État à travers la blogosphère semblait tentante : le premier post a suscité plus de 4 500 commentaires. Cette pratique rappelle également l'ancienne tradition de la « supplique au tsar ». Cependant, en 2011, rares étaient les posts qui suscitaient plus de 400 commentaires. Un chiffre peu impressionnant pour un chef d'État.

Medvedev essayait de copier la pratique du *blogging* qu'avaient lancée avec succès quelques rares gouverneurs régionaux portés sur l'innovation. Oleg Tchirkounov, gouverneur de la région de Perm, a lancé son blog en juillet 2008 : celui-ci se trouve actuellement dans le top-150 des blogs les plus visités de Russie. Nikita Belykh, ancien leader du parti libéral Union des forces de droite, possédait lui aussi un blog avant de devenir gouverneur de la région de Kirov.

Peu après le lancement du blog de Medvedev, d'autres gouverneurs régionaux ont suivi l'exemple. À la fin de l'année 2010, tous les gouverneurs ou presque avaient un blog ou un autre compte sur les réseaux sociaux, mais la plupart d'entre eux⁴⁷ (à la différence de ceux de Belykh et de Tchirkounov, et probablement de quelques autres) étaient dénués de tout intérêt : ils se contentaient de reproduire les communiqués des départements de relations publiques des administrations régionales. Certains de ces blogs ne permettaient même pas aux visiteurs de laisser des commentaires — un élément qui illustre de façon éclatante la vision du débat public propre à la majorité des gouverneurs.

En janvier 2010, le président Medvedev a fait un pas supplémentaire vers la généralisation de la pratique du *blogging* dans la communication des hauts responsables russes. Lors d'une rencontre avec les gouverneurs, Medvedev a déclaré que la méconnaissance d'Internet pouvait coûter leur poste aux officiels. Il a recommandé aux gouverneurs de « pénétrer dans le monde des blogs, participer plus activement aux discussions en ligne et soutenir les médias numériques ». Les experts appartenant à la mouvance libérale se sont montrés très sceptiques quant à cette initiative : comment ces officiels pourraient-ils se lancer dans de vrais débats ouverts alors qu'ils n'ont aucune appétence pour de tels débats dans la vie réelle ? De plus, les officiels très actifs sur les blogs ou sur Twitter semblent suspects : s'ils passent des heures en ligne, quand trouvent-ils le temps de remplir leurs fonctions ?

Les initiatives de Medvedev dans la sphère numérique ne se limitent pas à son blog. Il a également été à l'origine de la création d'une plate-forme online, <<http://zakonoproekt2011.ru>>, destinée à accueillir les débats portant sur la nouvelle loi « Sur la police ». Au départ, Medvedev semblait essayer de compenser l'absence d'un parlement démocratiquement élu et d'offrir un moyen d'expression à la *vox populi*. Pour le prouver, une campagne citoyenne intitulée « Cinq

⁴⁷ « Činovniki v seti » [Les serviteurs de l'État sur la Toile], <[Vedomosti](http://vedomosti.ru)>, 12 mars 2011.

amendements simples » a été lancée. À la suite de cette campagne, les amendements suggérés se sont retrouvés au sommet du classement des amendements établi par le site.

Au final, quand Medvedev a signé le projet de loi, seuls deux amendements mineurs y avaient été incorporés. Les autres (de même que d'autres amendements proposés par les citoyens) ont été ignorés⁴⁸. La discussion de la loi « Sur la police » a suscité près de 20 000 commentaires, mais dès que les utilisateurs ont compris que ni les législateurs ni le président ne les écouterait, leur enthousiasme a significativement diminué. Le projet de loi suivant, discuté sur la plateforme, « Sur l'éducation », a engendré deux fois moins de commentaires que « Sur la police ». Le résultat principal de cette expérience a été le discrédit lancé sur la discussion en ligne des projets de loi. L'idée même d'échanges numériques entre la société et l'État a été significativement affaiblie.

Tous ces exemples montrent que même quand les autorités tentent de s'engager dans une discussion avec les internautes, elles ne parviennent pas à sortir du modèle autoritaire des relations État-citoyens. Cet échec a conduit au déclin de l'engagement des citoyens lesquels, un temps, avaient cru que le changement était possible.

Une coopération embryonnaire avec la société

Il existe quelques cas positifs (ou, du moins, pas négatifs) de coopération entre les blogueurs et le gouvernement. La plupart peuvent être observés au niveau régional. Jusqu'ici, il y a au moins un exemple d'un tel modèle (mais une étude détaillée s'impose pour découvrir si ce modèle a été dupliqué)⁴⁹.

Oleg Tchirkounov, le gouverneur de la région de Perm cité plus haut, a été l'un des rares dirigeants à intégrer dans un portail gouvernemental officiel des données recueillies auprès des citoyens *via* le recours au *crowdsourcing*. Le gouvernement régional de Perm participe activement à <street-journal.org>, entre autres projets. Les décisions de Tchirkounov illustrent sa volonté de communiquer et de coopérer avec des interlocuteurs capables de fournir de meilleurs outils pour régler les problèmes auxquels le gouvernement doit faire face. La technologie numérique offre aux initiatives civiles en ligne un avantage sur les systèmes gouvernementaux de collecte de données, qui sont traditionnellement centralisés. Il reste que la majorité des collègues de Tchirkounov ne l'ont pas encore réalisé. Même si le désir de coopérer se manifeste ici et là, le « divorce social » entre les autorités et la société est visible. Les autorités de Perm ont d'ailleurs clairement exprimé leur position vis-à-vis des initiatives de la société civile : « Ce serait formidable s'ils [les blogueurs et les activistes

⁴⁸ « 1 marta v Rossii vstupaet v silu Zakon o policii » [La loi sur la police entrera en vigueur en Russie le 1^{er} mars], <[Radio Liberty](http://RadioLiberty)>, 26 février 2011.

⁴⁹ Les régions qui appliquent probablement le même modèle (ou au moins envisagent de le faire) sont le Tatarstan, la région de Tomsk et Kaliningrad.

numériques] apprenaient à ne pas nous [le gouvernement] impliquer du tout »⁵⁰.

⁵⁰ A. Sidorenko, « Russia : Online Ecosystem Case Study of Perm Region », <[Global Voices Online](#)>, 4 mars 2011.

Conclusion

La société et l'État se trouvent sur des trajectoires convergentes. La plupart des experts russes s'accordent à dire que ces deux entités pourraient entrer en confrontation directe après l'élection présidentielle de 2012.

Jusqu'à présent, le gouvernement s'est montré incapable d'établir des relations de confiance avec la société et d'élaborer une véritable communication ou un processus de prise de décision commun. Au contraire, il s'efforce de disperser et de brouiller la sphère numérique afin de produire ce que l'expert Evguéni Morozov a appelé le « Spinternet », un cyberspace anonyme et largement manipulé⁵¹. La dernière attaque en date contre <LiveJournal> constitue un exemple notable de cette approche.

Il est également intéressant de souligner que V. Poutine et D. Medvedev cultivent des rapports très différents vis-à-vis du Web. Medvedev incarne parfaitement l'autoritarisme numérique, tandis que Poutine correspond à un modèle très hiérarchisé qui conteste l'importance des réseaux. De ce point de vue, Medvedev apparaît comme un dirigeant autoritaire plus durable dans l'ère du Web que Poutine. Pour ce dernier, qui sera selon toute vraisemblance le prochain président du pays, l'incompréhension de la façon dont fonctionnent les réseaux peut se révéler particulièrement dangereuse.

Les tentatives d'instaurer un contrôle de l'État sur la Toile deviennent de plus en plus flagrantes. Elles pourraient provoquer une réaction qui, à son tour, pourrait aboutir à la radicalisation des blogueurs et à la naissance d'une identité numérique séparée. Étant donné que le monde décrit par les blogs diffère grandement de celui montré à la télévision, et que le nombre d'utilisateurs d'Internet ne cesse de croître, ce processus pourrait impliquer bien plus d'individus que la blogosphère n'en compte aujourd'hui.

⁵¹ E. Morozov, *The Net Delusion : The Dark Side of Internet Freedom*, New York, Public Affairs, 2011.